

Communication partout, journalisme nulle part ? Telle pourrait être une des formules - volontairement un peu provocatrice - Le constat est en effet incontournable : depuis le début de la crise sanitaire, le traitement de l'information par la grande majorité des médias français ne respecte pas la plupart des principes déontologiques de la profession. Loin de jouer un quelconque rôle de contre-pouvoir, ils constituent au contraire les relais globalement très dociles, parfois même complaisants, de la communication gouvernementale.

Que reste-t-il de la **Charte de Munich** (1971) qui énonce les 10 devoirs que doit respecter « tout journaliste digne de ce nom », donc entre autres ceux de : « défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique », « ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations », « s'obliger à respecter la vie privée des personnes », « rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte », « s'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation, les accusations sans fondement ainsi que de recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information », « ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs ».

Le moins que l'on puisse dire est que nombre de ces vertueux principes ont été régulièrement bafoués durant la « crise sanitaire » que nous vivons depuis deux ans et que les deux grandes préventions des fondateurs du journalisme moderne (la double mise à distance de la propagande des gouvernements et de l'influence des « puissances de l'argent ») ont quasiment disparu.

Longtemps, le journalisme a pu se définir par l'enquête et se juger par la qualité et l'originalité de l'information recueillie. De nos jours, le journalisme de presse écrite se pratique presque exclusivement dans un bureau, avec un ordinateur, une connexion internet et un téléphone portable. Pire, comme le traitement médiatique de la crise sanitaire le montre, la presse réputée la plus sérieuse s'est laissée aller à ce que l'on appellera une people-isation sans précédent, en particulier dans la couverture des controverses scientifiques, lors même que cette façon de faire était généralement jusqu'ici l'apanage de la télévision.

Pour la presse ce qui aurait été très intéressant c'eût été une véritable analyse de la « folie française », en analysant les controverses souvent passionnelles qui ont eu lieu à ce sujet et autour de la gestion de la crise sanitaire chez les élus, chez les scientifiques, chez les journalistes et chez les médecins.

Enquêtes à charge, attaques sur les personnes

Dès lors que le débat était sottement centré sur une seule personne, le contenu ne pouvait qu'en être biaisé par les émotions et l'issue ne pouvait qu'en être manichéenne pour la plupart des intéressés.

Comme si aimer ou ne pas aimer, Raoult, était **the** question, comme ces chercheurs qui ont osé le soutenir publiquement, ou bien qui ont tout simplement manifesté des opinions différentes de celles du ministre de la Santé et de son « Conseil scientifique Covid-19 ». L'épidémiologiste Laurent Toubiana, le physiologiste Jean-François Toussaint, comme bien d'autres encore (Christian Perronne, Louis Fouché...), en ont fait l'expérience. Que cette discussion ait lieu au café du commerce et dans les repas de famille, on le comprend.

On ne peut pas comprendre le fonctionnement du monde en ce début de 21ème siècle si l'on ignore la puissance financière et politique de certaines industries (et donc la puissance des trafics d'influence qu'elles développent), les principaux équilibres géopolitiques, les rouages de la propagande électorale dans les démocraties libérales et quelques autres choses majeures. Or la plupart des journalistes sont totalement passés à côté de ces enjeux pourtant tous bien présents dans la gestion de la crise sanitaire. Ils n'ont en particulier rien compris aux relations entre la médecine et les industries pharmaceutiques et à la notion de conflit d'intérêt qui en découle. Ceux-là même des journalistes dits « scientifiques » qui d'ordinaire traitent de ces sujets, lorsqu'il est question par exemple des industries du tabac ou des pesticides, se sont soudainement retrouvés aveugles et candides face aux enjeux financiers des traitements précoces puis de la vaccination. Ils ont embrassé la cause de la vaccination générale sans jamais se questionner sur les conséquences du fait qu'il s'agit probablement de la plus grande opération commerciale de tous les temps, générant **des profits vertigineux**, lors même que les industriels ont pris soin de s'exonérer de toute responsabilité sur les éventuelles conséquences futures d'une telle vaccination de masse et d'urgence.

Le « divorce manifeste » entre les citoyens et les journalistes tient avant tout au fonctionnement interne des entreprises de presse, aux liens de dépendance et d'intérêt qui se sont noués au fil du temps et qui font que, de nos jours, le terrain, l'enquête et l'investigation ont laissé la place à une sorte de *fact checking* généralisé qui n'est plus qu'un simulacre de journalisme revenant à « sermonner le public plutôt que critiquer le pouvoir ». C'est pourquoi il serait urgent que les journalistes quels qu'ils soient retournent sur le terrain, dans la vraie vie, se confronter à leurs concitoyens et rendre compte de leurs inquiétudes, plutôt que de leur faire la leçon du haut de leurs bureaux parisiens en appelant « complotisme », « populisme » ou « extrême droite » tout ce qui ne rentre pas dans les petites catégories manichéennes dans lesquelles nous enferment plus que jamais les puissances financières et politiques qui dominent notre monde, et toutes celles et ceux qui relaient leur communication de façon naïve ou intéressée.

Robert LIDON